

Toujours fous de nos enfants ?

Lancée en 1996 dans le cadre d'un sommet voué à l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la politique familiale se voulait notamment une réponse au déclin démographique visant à réduire la pression sur les finances publiques. N'est-il pas ironique que le gouvernement brandisse aujourd'hui cet argument pour la remettre en cause, malgré un effet réel sur la natalité et sur d'importants changements sociaux et économiques ?

Un puissant levier économique

En permettant aux familles de confier leurs enfants à des éducatrices compétentes, dans un endroit sécuritaire à un coût abordable, plusieurs ont pu conjuguer aspirations professionnelles et familiales. Résultat : un véritable « baby-boom ». Entre 2004 et 2011, le nombre de naissances par année est passé de 74 000 à près de 88 500, et la tendance se maintient. Ce sont 70 000 Québécoises qui ont ainsi pu décrocher un emploi¹.

Leur activité économique représente 5,1MM\$ pour l'État! Du strict point de vue de la rentabilité, savoir que chaque dollar investi dans les garderies à 7\$ en rapporte 1,50 \$ doit être répété. Quant au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), jugé « très généreux », voire « trop généreux » par certains, rappelons qu'il s'autofinance grâce aux cotisations des salariés et des employeurs.

La plus value de la politique familiale

Au-delà des considérations économiques, il faut aussi mentionner les impacts sociaux de la politique familiale. Nous sommes fiers du pas de géant franchi dans l'atteinte de l'égalité homme-femme, ces dernières pouvant concilier leur désir d'avoir des enfants avec la poursuite d'une carrière. Le RQAP a aussi engendré un changement de mentalités : les hommes ont la possibilité, et sont même encouragés, à rester avec leurs enfants et à en prendre soin.

Tout commence en petite enfance

La petite enfance influence la formation des adultes de demain. L'existence des services de qualité, dont nous sommes fiers, est une chance sans égal pour les enfants et leurs familles. Ils permettent aux enfants de se développer de façon optimale à l'aide d'un programme éducatif solide. Nous souhaitons les conserver.

Le Parti libéral a jadis contribué à l'égalité des chances en instaurant l'accessibilité aux études, les rendant gratuites et obligatoires jusqu'à l'âge de 16 ans. Les 0-5 ans ont aussi droit à cette égalité.

Dans l'évaluation de la politique familiale, il nous apparaît essentiel de rappeler que certaines valeurs fondamentales (accessibilité, universalité et qualité) ne doivent pas être remises en question au nom d'une analyse comptable de courte vue.

Parlons d'avenir

Si l'avenir des finances publiques du Québec justifie cet exercice de révision, le gouvernement ne peut démanteler le réseau des services de garde sans tenir compte de tous les gains, financiers ET sociaux, qu'il génère. Avec sa politique familiale novatrice, le Québec a choisi de donner une chance égale à tous ses enfants. À l'heure des choix difficiles, il nous importe de réitérer que nous sommes toujours fous de nos enfants !

Marie-Pier Arthur, auteure-compositrice-interprète; **Camil Bouchard**, psychologue communautaire; **Daniel Boyer**, président de la FTQ; **Louise Chabot**, présidente de la CSQ; **Louis-Jean Cormier**, auteur-compositeur-interprète; **Louisane Côté**, directrice générale de la Fédération québécoise des organismes communautaires

¹ [L'étude des économistes Pierre Fortin et Luc Godbout](#)

famille; **Françoise David**, Députée de Gouin et porte-parole de Québec solidaire; **Danièle Drolet**, Directrice administrative du Théâtre La Licorne; **Pierre Fortin**, professeur d'économie et chroniqueur; **Gina Gasparrini**, présidente de l'AQCPE; **Louise Harel**, membre de l'Assemblée nationale 1981-2008; **Stéphanie Lapointe**, chanteuse et comédienne; **Elsie Lefebvre**, conseillère municipale à Montréal et ex-députée de Laurier-Dorion; **Ginette Masson**, MBA, présidente de l'Association des cadres des CPE ; **Myriam Nadeau**, mère et politicienne; **Josée Plante**, B.A., M.A.P, directrice générale de l'Association des services de garde en milieu scolaire; **Sandrine Tarjon**, directrice de l'Association des haltes-garderies communautaires du Québec; **Mathieu Traversy**, porte-parole de l'opposition officielle en matière de famille et de lutte contre l'intimidation et député de Terrebonne; **Raymond Villeneuve**, directeur du Rassemblement pour la valorisation de la paternité; **Sophie Villeneuve**, Vice-présidente du conseil d'administration de Femmes en affaires de la Capitale nationale et Vice-présidente de Catapulte communication; **Isabelle Vincent**, comédienne.